

DECISION DCC 19-088

DU 28 FEVRIER 2019

La Cour constitutionnelle,

Saisie d'une requête du 26 décembre 2018 enregistrée à son secrétariat le 28 décembre 2018 sous le numéro 2831/483/REC-18, par laquelle monsieur Alphonse HOUNSOUNOU forme un recours en inconstitutionnalité de sa détention à la maison d'arrêt de Cotonou ;

VU la Constitution du 11 décembre 1990 ;

VU la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï monsieur Joseph DJOGBENOU en son rapport et le requérant en ses observations à l'audience plénière du 28 février 2019 ;

Après en avoir délibéré ;

Considérant que le requérant expose qu'il a été inculpé pour coups mortels et mis sous mandat de dépôt n°4633/RP-07/007/RI-07 par le juge du 1^{er} cabinet d'instruction du tribunal de première Instance de première classe de Cotonou le 05 septembre 2007; que le fait qu'il n'ait jamais été présenté à aucune juridiction de jugement viole les articles 8, 15, 17, et 26 de la Constitution, 6 et 7 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, 147 de la loi 2012-15 du 18 mars 2013 portant code de procédure pénale en République du Bénin modifiée et complétée par la loi n°2018-14 du 02 juillet 2018 ; qu'il demande en conséquence à la Cour de déclarer sa détention contraire à la Constitution ;

VU les articles 8, 15, 17 et 26 de la Constitution, 6 et 7 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, 147 de la loi 2012-15 du 18 mars 2013 portant code de procédure pénale en

AS

République du Bénin modifiée et complétée par la loi n°2018-14 du 02 juillet 2018 ;

Considérant que dans ses décisions DCC 12-158 du 16 août 2012 et DCC 14-108 du 3 juin 2014, la Cour constitutionnelle a jugé que « dans le domaine de la justice et particulièrement lorsqu'est en cause la liberté d'un citoyen, tout juge est tenu aux meilleures diligences pour faire aboutir toute procédure pénale dans un délai raisonnable »;

Considérant qu'il ressort du dossier que le requérant a été inculpé et placé sous mandat de dépôt le 05 septembre 2007 pour coups mortels ; que depuis lors, il n'a été présenté à aucune juridiction de jugement; qu'il échec dans ces conditions de dire et juger que cette détention de plus de onze ans d'un détenu qui n'a jamais été présenté à une juridiction de jugement est anormalement longue et donc contraire aux textes visés ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : La détention de monsieur Alphonse HOUNSOUNOU est contraire à la Constitution.

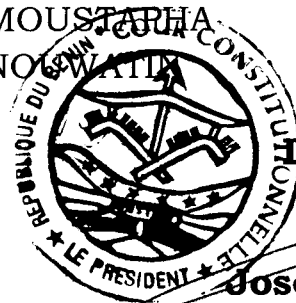
Article 2 : La présente décision sera notifiée à monsieur Alphonse HOUNSOUNOU, au régisseur de la prison civile de Cotonou, au procureur général près la cour d'Appel de Cotonou, au président de la cour d'Appel de Cotonou, au ministre de la Justice et de la législation, à monsieur le Président de la République et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le vingt-huit février deux mille dix-neuf,

Messieurs	Joseph Razaki Rigobert A.	DJOGBENOU AMOUDA ISSIFOU AZON	Président Vice-Président Membre
Madame	Cécile Marie José	de DRAVO ZINZINDOHOUE	Membre
Messieurs	André Fassassi Sylvain M.	KATARY MOUSTAPHA NOUWATIE	Membre Membre Membre

Le Rapporteur,

Joseph DJOGBENOU



Le Président,

Joseph DJOGBENOU